

*Délibération n° 134/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet, le plan de cofinancement et autorisant le Maire à signer la convention de financement pour l'action
« TA'URUA NO PUNAAUIA 2018 »*

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la décision du Conseil syndical du Syndicat mixte en charge du Contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE, réunie en date du 28 juin 2018 ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Affaires administratives réunie en date du 08 août 2018 ;
- **Considérant** la demande d'un concours financier déposée au Syndicat mixte en charge du Contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont approuvés le projet et le plan de financement pour l'action « TA'URUA NO PUNAAUIA 2018 », établis comme suit :

TA'URUA NO PUNAAUIA 2018		
BAILLEURS DE FONDS	MONTANT EN CFP TTC	
Contrat de Ville	1 235 000	34.4%
Commune	2 352 000	65.6%
TOTAL	3 587 000	100%

Article 2 – Le Maire est autorisé à signer la convention de financement, à venir et à signer d'une manière générale tout document nécessaire à la parfaite exécution de cette opération.

Article 3 – La dépense est imputable aux articles 6232, 60632 et 6718 en section de fonctionnement au budget principal, exercice 2018.

Article 4 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché,
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT